



Chambre  
de **Métiers**  
et de l'**Artisanat**  
**NOUVELLE-AQUITAINE**

**Marché public de travaux**













**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN TERRAIN DE FITNESS  
EXTÉRIEUR, FOURNITURE ET POSE D'AGRÈS SPORTIFS POUR  
LA CMA FORMATION PARTHENAY (79)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

**MARCHE N° 2025-025**

**Procédure :** Procédure adaptée

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p><u>Marché public de travaux</u></p> <p><u>Objet:</u> Travaux d'aménagement d'un terrain de fitness extérieur, fourniture et pose d'agrs sportifs pour la CMA Formation PARTHENAY (79)</p>
	<p><u>Acheteur:</u> Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine 46 rue du Général de Larminat CS81423 33073 - BORDEAUX</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>CMA Formation Parthenay : 2 Rue d'Abrantès, 79200 Parthenay</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution est définie au sein du présent document.</p>
	<p>Le marché est à prix forfaitaire.</p>
	<p>Les prix sont actualisables.</p>
	<p><u>Tranches:</u> Le marché n'est pas divisé en tranches.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	1
MARCHE N° 2025-025 .....	1
<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE .....	4
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC .....	4
ARTICLE 3. DURÉE .....	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 6. INTERVENANTS.....	6
6.1. SOUS-TRAITANCE .....	6
6.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	7
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC .....	8
7.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	8
7.2. VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 8. AVANCE.....	8
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	9
10.1. DÉLAI DE PAIEMENT .....	9
10.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
10.3. FACTURATION .....	9
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	11
ARTICLE 12. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	11
ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS .....	11
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	12
14.1. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	12
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 15. RÉCEPTION .....	13
ARTICLE 16. DÉLAI DE GARANTIE .....	13
<b>PARTIE 6. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 17. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	14
ARTICLE 18. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	14
<b>PARTIE 7. DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>14</b>

---

## PARTIE 1. PREAMBULE

---

### **Législation applicable :**

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

### **Service responsable de l'élaboration du DCE :**

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

Adresse : 46 rue du Général de Larminat, CS81423, 33073 BORDEAUX

### **Maître de l'ouvrage :**

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

Adresse : 46 rue du Général de Larminat, CS81423, 33073 BORDEAUX

L'acheteur désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché.

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

---

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### **ARTICLE 1. REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE**

L'exécution des travaux se déroule sous le contrôle du représentant du maître d'ouvrage :

Nom : Monsieur Gérard GOMEZ

Adresse : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine, 46 rue du Général de Larminat, CS81423, 33073 BORDEAUX

Téléphone : 0557225728

Fax : 0557225720

E-mail : cmar-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr

### **ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC**

**Objet des travaux :** Travaux d'aménagement d'un terrain de fitness extérieur, fourniture et pose d'agrès sportifs pour la CMA Formation PARTHENAY (79).

La CMA Formation Parthenay (79) souhaite aménager une aire extérieure de type fitness pour ses apprentis (aménagement d'un sol amortissant et agrès sportifs).

**Lieu d'exécution :** CMA Formation Parthenay (79), 2 Rue d'Abrantès, 79200 Parthenay

### ARTICLE 3. DUREE

Durée d'exécution : 15 jours calendaires maximum de travaux.

Le délai d'exécution du marché correspond au délai d'exécution des travaux (dont période de préparation).

La durée d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

**L'aménagement du terrain devra être réalisé avant le vendredi 26 septembre 2025.**

**Les travaux devront être réalisés entre le 30/06/2025 et le 26/09/2025.**

Les travaux seront réalisés en site occupé ou inoccupé en fonction du calendrier prévisionnel proposé par le candidat.

Dans le cas d'une intervention en zone occupée : les candidats devront respecter les contraintes liées au chantier conformément à l'article 3 du CCTP « Particularités du chantier – Contraintes liées au site ».

*A titre informatif, la fin des cours est prévue le jeudi 10 juillet 2025 (site inoccupé par les apprentis à partir de cette date).*

*Reprise des cours le 1<sup>er</sup> septembre 2025.*

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Travaux, un seul et même ordre de service précise les dates de démarrage de la période de préparation et du délai d'exécution des travaux.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, il est prévu un temps de maximum d'une journée de préparation sur la zone de chantier (cf. Article 4 CTPP « Période de préparation de chantier »).

### ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (\*)
- Le mémoire technique et ses annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

### Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

### Assurances du maître d'ouvrage :

Les assurances suivantes sont contractées par le maître d'ouvrage : tous risques chantiers, dommages-ouvrages, responsabilité civile du maître d'ouvrage ou un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

## ARTICLE 6. INTERVENANTS

### 6.1. Sous-traitance

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

## **6.2. Groupement d'opérateurs économiques**

---

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

### ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC

#### 7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché.

#### 7.2. Variation des prix

Les prix sont fermes.

Conformément à l'article *R. 2112-11 du code de la commande publique*, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de MAI 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont actualisés par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = I(n) / I(o)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Le mois " n " est le mois de réalisation des prestations.
- Index I(n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index I(o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le maître d'ouvrage procède à un règlement sur la base de la dernière valeur d'index définitive publiée.

Le coefficient (Cn) est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité

L'index de référence choisis pour la révision de prix des travaux faisant l'objet du marché, est le suivant : **BT11 - Revêtements en textiles synthétiques.**

Cet index est publié au moniteur.

### ARTICLE 8. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

### ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT

### 10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. Le Trésorier de la CMA NA  
Comptable assignataire  
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine  
46 rue du Général de Larminat  
CS81423  
33073 BORDEAUX  
Tél. : 0557225722

### 10.2. Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

### 10.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Il devra déposer ses factures à l'aide du numéro SIRET suivant :

Lot unique	CMA des Deux-Sèvres	Niort	13002792300015
------------	---------------------	-------	----------------

Information sur l'Acheteur :

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

---

## PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

---

### ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

#### **Protection des données à caractère personnel du titulaire**

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : [dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr](mailto:dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr). Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

### ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE

#### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

### ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

#### Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou

équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement

- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique

#### Prestations similaires :

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **14.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Travaux, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

---

## PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

---

### ARTICLE 15. RECEPTION

Dans les 20 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre procédera aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé ci-dessus, le titulaire en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixera la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire.

#### **Proposition de réception des travaux :**

Dans un délai de 5 jours calendaires suivant la date du PV d'OPR, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

#### **Décision de réception des travaux :**

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du PV d'OPR sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

### ARTICLE 16. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

---

## PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

---

### ARTICLE 17. PENALITES ET PRIMES

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard ni plafonnement. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 100€HT par jour calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 et 19.3 du CCAG-Travaux les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et par simple constat du maître d'ouvrage.

#### **Autres pénalités :**

- Pénalité forfaitaire pour absence aux réunions de chantier : 50 €HT par absence ou retard de plus de 30 minutes non justifié.
- Pénalité pour non-respect d'un ordre de service : Pénalité de 100 € applicable en cas de non-respect d'un ordre de service sur constat du maître d'ouvrage.

#### Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### ARTICLE 18. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Fax :

Email : [dreets-na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-na.polec@dreets.gouv.fr)

---

## PARTIE 7. DEROGATIONS AU CCAG

---

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 18.1 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 19.2 du CCAG-Travaux

Il est dérogé à l'article 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG-Travaux